

DIAL

L'actualité en bref - décembre 2002

Nicolas Pinet

mercredi 1er janvier 2003, mis en ligne par [Dial](#), [Nicolas Pinet](#)

AMÉRIQUE LATINE

Lors du premier Sommet des femmes indigènes qui s'est tenu à Oaxaca, au sud du Mexique, début décembre, l'assemblée s'est accordée sur le boycott de la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques). Les participantes ont déclaré que les divers accords d'intégration portaient atteinte à la dignité des peuples et des femmes indigènes.

Selon une étude réalisée par la Consultoría pour les droits humains et le déplacement (Codhes), une ONG colombienne, près de 500 000 Latino-Américains quittent chaque année leur pays, pour aller chercher, le plus souvent dans les pays de l'hémisphère Nord, une amélioration de leur situation. Ce phénomène a pris une nouvelle ampleur depuis 1990 et n'épargne aucun pays de l'Amérique latine ou des Caraïbes. L'envoi d'argent des expatriés représente des sommes de plus en plus considérables, constituant pour quelques pays plus de 10 % du PIB (produit intérieur brut).

Le Chili remplacera la Colombie, à partir du premier janvier 2003, au Conseil de sécurité de l'ONU, devenant, pour deux ans, l'un des 10 membres non permanents du conseil. Le président du Chili, Ricardo Lagos, a déclaré le 19 décembre qu'il chercherait à représenter, avec l'aide du Mexique - autre membre non permanent jusque fin 2003 - les positions de l'Amérique latine au Conseil de sécurité.

AMÉRIQUE CENTRALE

Début janvier, les ministres de l'économie et du commerce du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua - formant le groupe C-5 - devraient amorcer à Washington les négociations en vue de la signature d'un traité en 2004. Les États-Unis cherchent ainsi à mettre en place un cinquième accord commercial, qui viendrait compléter le Traité de libre commerce d'Amérique du Nord (TLCAN), conclu en 1994 avec le Mexique et le Canada, et les trois traités commerciaux bilatéraux conclus avec la Jordanie, Israël et, le 11 décembre 2002, avec le Chili. Dans les pays du C-5, l'enthousiasme officiel se heurte aux réserves et aux critiques d'experts, de groupes sociaux et de producteurs, inquiets des conséquences qu'un tel traité pourrait avoir sur les économies fragiles des cinq pays, et notamment sur la production agricole.

ARGENTINE

Un sondage de la compagnie Mora y Araujo indique que le pessimisme vis-à-vis du futur économique argentin a diminué de 47 à 29 % des personnes interrogées, entre mars et novembre 2002. La fin de la parité et la dépréciation de la monnaie nationale ont relancé les ventes extérieures et poussé à substituer aux importations des produits manufacturés argentins. Mais ceci reste sans effet sur la crise sociale que traverse le pays : la pauvreté touche 51 % des Argentins, le chômage, 21,4 % de la population active et les salaires n'ont pas été réévalués. Le 20 décembre 2002, un an après les événements de décembre 2001, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue pour réclamer, dans le calme, des changements économiques et une rénovation politique.

Ernestina Herrera, actionnaire principale du journal El Clarín, un des quotidiens les plus vendus en

Amérique latine, a été arrêtée mardi 17 décembre, dans le cadre de l'enquête judiciaire portant sur les irrégularités de son adoption, en 1976, de deux enfants qui pourraient être des enfants de disparus sous la dictature militaire (1976-1982). La procédure a été engagée en 1995 par la présidente des Grand-mères de la Place de Mai.

La législature du district de Buenos Aires a approuvé, vendredi 13 au matin, une disposition qui reconnaît légalement les couples pouvant attester d'au moins deux ans de vie commune, « sans considération de sexe ou d'orientation sexuelle ». C'est la première loi du genre en Amérique latine.

BRÉSIL

Luiz Inácio Lula da Silva assumera officiellement la présidence le premier janvier 2003. Les indications concernant les nominations des futurs ministres laissent entrevoir que le nouveau président compte s'entourer d'une équipe diversifiée, associant militants de gauche et grands entrepreneurs, tout en faisant une place prépondérante au Parti des travailleurs. La présidence de la Banque centrale devrait incomber à Henrique Meirelles, ancien président mondial de l'institution financière états-unienne, BankBoston. La désignation de Gilberto Gil comme futur ministre de la culture a déclenché de vives polémiques.

CHILI

Des représentants des États-Unis et du Chili ont annoncé, mercredi 11 décembre, la conclusion d'un traité bilatéral de libre commerce, qui devrait entrer en vigueur au second semestre 2003. Le gouvernement chilien conclut ainsi une année féconde en accords commerciaux : en avril, il avait conclu un accord avec l'Union européenne et en octobre il signait un traité avec la Corée du Sud. Le Chili a aussi passé des traités avec le Mexique, le Canada, le Costa Rica et El Salvador. Des organisations de la société civile américaine dénoncent l'absence de transparence de négociations qui se déroulent à portes fermées, sans que les citoyens états-uniens ou chiliens puissent en être informés. En 2002, elles ont présenté devant les tribunaux une demande d'accès aux documents de la négociation.

COLOMBIE

Colin Powell, secrétaire d'État des États-Unis, s'est réuni avec Alvaro Uribe mercredi 4 décembre, lors d'un voyage en Colombie. Il a réaffirmé son soutien à la politique actuelle du président, promettant une aide supplémentaire de 15 millions de dollars pour l'éradication des cultures illicites.

Vendredi 27 décembre, les évêques catholiques de Colombie ont demandé aux mouvements de guérilla de se rallier à la proposition du gouvernement concernant une possible médiation de l'ONU. Ils ont exprimé à nouveau leur optimisme face aux conversations entreprises avec les paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie (AUC). Cette demande intervient quelques jours après que les deux principaux mouvements de guérillas, l'ELN (Armée de libération nationale) et les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) ont manifesté leur rejet de la politique d'Alvaro Uribe.

CUBA

L'opposition modérée met progressivement en place diverses initiatives destinées à obtenir par la voie pacifique des changements au régime en place. Le Projet Varela réclame l'organisation, comme le prévoit la Constitution, d'un référendum sur des changements à apporter au régime socialiste. Le projet a l'appui des États-Unis et de l'Union européenne. L'Assemblée pour la promotion de la société civile à Cuba se propose d'accroître le nombre des forces d'opposition et la Table de réflexion de l'opposition modérée cherche à promouvoir une déclaration des droits citoyens. Ces dernières années, une relative tolérance des autorités a permis aux différentes organisations de l'opposition de développer un peu leurs activités.

ÉQUATEUR

Le nouveau président élu en novembre, Lucio Gutiérrez, occupera son poste à partir du 15 janvier. Il a déclaré à la presse que son gouvernement inclurait certains dirigeants indigènes ou de la société civile. La dirigeante quichua Nina Pacari pourrait ainsi être la future ministre des affaires étrangères.

GUATEMALA

Le pays célébrait, dimanche 29 décembre, le sixième anniversaire des accords de paix de 1996, qui mirent fin à 36 ans de guerre civile. Mais la situation de la société guatémaltèque continue à être problématique. La criminalité reste aujourd'hui la menace principale pour la vie de la population et les violations des droits humains continuent à augmenter. 60 % des 12 millions d'habitants vivent dans la pauvreté, les indigènes, qui constituent plus de la moitié de la population, sont discriminés et l'activité économique stagne. La violence risque encore de s'accroître en 2003, avec les élections présidentielles.

L'actuel président, Alfonso Portillo, est accusé, à l'intérieur et à l'extérieur de son pays, de persécutions contre des membres d'organisations de droits humains, d'actes de corruption et du non-respect des accords de paix de 1996. L'Union européenne l'a menacé de suspendre ses programmes de coopération s'il ne présente pas, d'ici à début mars, des progrès significatifs en matière de lutte contre la corruption ainsi que de nouvelles mesures économiques.

MEXIQUE

Plus de 2 000 agriculteurs mexicains ont manifesté début décembre dans la capitale pour protester contre l'entrée en vigueur en janvier 2003 de la seconde phase d'ouverture aux importations agricoles prévues par le Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord (TLCAN). Cette nouvelle étape consiste en l'élimination totale des taxes sur 21 produits du Canada et des États-Unis, les deux autres partenaires de l'accord (pomme de terre, blé, pomme, oignon, café, poulet, veau). La première phase d'ouverture a eu lieu en 1994, date de l'entrée en vigueur du traité, la troisième devrait intervenir en 2008.

Jeudi 12 décembre, la course de relais de la « torche de Guadalupe », partie de Mexico 44 jours plus tôt, est arrivée à New York. Les participants se sont relayés pour parcourir quelque 5 000 kilomètres, portant une torche et une image de la Vierge de Guadalupe, figure religieuse importante du Mexique que le Vatican a déclaré patronne de l'Amérique. Ils revendiquaient la légalisation des quatre millions de mexicains sans papiers qui résident aux États-Unis.

NICARAGUA

Dans la soirée du 12 décembre, l'Assemblée nationale législative a finalement privé l'ancien président (1997-janvier 2002) et député actuel, Arnoldo Alemán, de son immunité parlementaire, par 47 voix sur 92. Pour Enrique Bolaños, l'actuel président, c'est une victoire qui renforce le crédit de la campagne contre la corruption qu'il prétend réaliser. Un ordre d'arrêt domiciliaire a immédiatement été dicté, et deux accusations concernant des actes de corruption et de détournement de fonds publics sont en cours d'instruction.

PARAGUAY

La chambre des députés a approuvé jeudi 5 décembre la demande de mise en jugement politique de l'actuel président, González Macchi, accusé d'abus de pouvoir et d'usage d'argent public à des fins personnelles. C'est le Sénat qui doit trancher en décidant de destituer ou d'absoudre le président en fonction.

PÉROU

Le prêtre catholique Salvador Espinoza, âgé de 72 ans, a remporté le 17 novembre les élections dans la région de Huancavelica, une des plus pauvres au sud-ouest du pays, après avoir été désigné candidat, bon gré mal gré, par les communautés rurales enthousiastes. Il a dû quitter sa paroisse, après 32 ans de sacerdoce, la hiérarchie catholique n'autorisant pas la participation directe de prêtres à la politique. Il prendra ses fonctions dans la capitale régionale le premier janvier 2003.

EL SALVADOR

Le système de santé publique est paralysé par une grève du personnel lancée le 19 septembre pour protester contre des mesures préparant la privatisation. La grève est allée en s'accroissant - le 24 septembre, les grands hôpitaux publics stoppaient tous leurs services - malgré la pression du gouvernement. Le conflit pourrait empirer en janvier.

VENEZUELA

La quatrième grève générale de l'année a commencé le lundi 2 décembre. L'objectif est toujours d'obtenir le départ du président Chavez, qui fut démocratiquement élu. Le 6, des tirs contre un rassemblement en faveur des militaires insurgés ont provoqué aux moins deux morts et une douzaine de blessés. La grève générale crée des troubles d'approvisionnement alimentaire et financier - les banques ont réduit leurs horaires et limitent les retraits. Le ralliement progressif d'un bon nombre des gérants et d'employés de l'industrie pétrolière a donné au conflit une nouvelle ampleur, malgré l'ordre de reprendre l'activité émis, le 19 décembre, par le Tribunal suprême de justice. Jeudi 26, les grévistes ont décidé de continuer la grève, en dépit du licenciement de 90 gérants grévistes. L'arrêt d'une grande partie de la production et du transport maritime a pour conséquence une pénurie de combustible au niveau national et une montée des prix du pétrole sur le marché international. Malgré les protestations de l'opposition, le président brésilien sortant, Fernando Henrique Cardoso, a commencé à fournir du pétrole au pays voisin, et le nouveau président a déclaré qu'il ferait de même. De son côté, la table de dialogue animée par le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), César Gaviria, n'a, pour l'instant, pas obtenu de résultats probants.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.